

Depuis l'instauration de la loi du 08 décembre 2000, le Service d'information et de conseil en matière de surendettement d'Inter-Actions a instruit 124 dossiers dans le cadre du règlement collectif de dettes (RCD).

Inter-Actions s'appuie sur une expérience pratique solide pour émettre son avis au projet de loi 6021.

Il va sans dire que la loi du 08 décembre 2000 a permis de venir en aide à bon nombre de familles mais tout n'est pas résolu et tout n'est pas parfait.

C'est la pratique quotidienne qui relève les manquements et imprécisions de la loi en vigueur.

Le présent projet de loi 6021 présente des incohérences trop nombreuses pour les énumérer toutes ici-bas. C'est pourquoi notre asbl se limitera à l'essentiel et au primordial.

(Note explicative : [Loi du 08/12/2009](#)

[PL 6021](#)

[Avis Inter-Actions](#))

## **1. Admissibilité**

« La procédure est engagée à la demande formelle du débiteur à présenter auprès du SICS. L'introduction de la demande formelle du débiteur auprès du SICS entraîne de plein droit la suspension des procédures d'exécution en cours sur les biens meubles ou immeubles du débiteur (...). » (art. 3)

« Toute demande d'admission à la procédure de règlement conventionnel, est introduite devant la Commission (...). » (art. 4)

« La Commission de médiation statue sur la recevabilité et sur l'admission de la demande introductive à la procédure du règlement conventionnel (...) »  
(...)

« La décision d'admission de la demande introductive du règlement conventionnel a pour effet : - la suspension des voies d'exécution qui tendent au paiement d'une sommes d'argent (...) » (art. 5)

### **→ Admission au niveau du juge de Paix**

Inter-Actions estime que la Justice de Paix devrait décider de l'admissibilité d'une demande formelle introduite par un débiteur. Dans ce cas, il s'agit d'une décision juridique (par opposition à une décision administrative) assurant ainsi:

- une sécurité juridique ;
- l'impartialité du juge. Le juge de paix étant compétent en matière de surendettement, il peut toiser toutes les questions y relatives. Plus respectueux des droits

- la possibilité d'un débat, audiences publiques (pas besoin de répertoire spécial)
- une transparence totale

Il est d'autant plus important qu'un contrôle judiciaire s'exerce d'emblée sur l'admissibilité de la demande du débiteur, que cette dernière entraîne des conséquences juridiques importantes.

→ Suspension des procédures visant le déguerpissement, les coupures d'électricité et gaz.

Outre la suspension des voies d'exécution qui tendent au paiement d'une somme d'argent, la décision d'admissibilité devrait également entraîner la suspension de toute procédure visant l'expulsion du logement, les coupures d'électricité et de gaz, afin de garantir au débiteur de vivre en dignité humaine ; ceci d'autant plus que selon le projet de loi il y a interdiction pour le débiteur de favoriser un créancier alors qu'il l'aurait fait aux fins d'éviter une coupure de courant ou de gaz, voire un déguerpissement de son logement.

## **2. Dettes professionnelles**

« La procédure RCD est ouverte à toute personne physique (...) éprouvant des difficultés financières durables pour faire face à l'ensemble de ses dettes non professionnelles exigibles et à échoir. »

« Est exclu de la procédure de RCD le débiteur qui a la qualité de commerçant sauf s'il a cessé son activité commerciale depuis au moins 6 mois ou, en cas de faillite, si la clôture des opérations a été prononcée. » (art. 2)

(art. 2)

→ Prévoir la possibilité d'inclure les dettes professionnelles dans un plan de redressement

Il est primordial de pouvoir apporter une réponse claire et sans ambiguïtés pour les personnes ayant eu la qualité de commerçant et se trouvant dans une situation financière précaire de part notamment leurs dettes professionnelles.

L'accès à la procédure RCD devrait leur être possible, si de part leurs dettes privées ils sont surendettés et qu'ils auraient déjà épuisé toutes les possibilités suivant le Code de commerce (dépôt de faillite, ...).

## **3. Saisies sur revenus & suspension des voies d'exécution**

« L'introduction de la demande formelle (...) entraîne de plein droit la suspension des procédures d'exécution en cours sur les biens meubles ou immeubles du débiteur (...) » (art3)

« La décision d'admission a pour effet la suspension des voies d'exécution qui tendent au paiement d'une somme d'argent (...) »

Toutefois les saisies déjà pratiquées conservent leur caractère conservatoire » (art. 5)

→ Ligne de conduite concernant la suspension des voies d'exécution

Actuellement, la « suspension » des mesures d'exécution concernant les retenues sur revenus n'est pas clairement définie par la loi c'est-à-dire que dans la pratique un employeur fera les

retenues sur le salaire du débiteur tout en veillant à les créditer sur un compte à part à lui ou bien il peut payer l'intégralité du salaire au débiteur, sans plus opérer de retenues.  
Dans le 1<sup>er</sup> cas, qu'advient-il de l'argent retenu en cas de faillite de l'employeur ?

Aussi, comme le barème sur les saisies/cessions ne tient pas compte de la composition de ménage, il arrive que les dettes continuent d'augmenter au cours de l'instruction d'un dossier étant donné que le revenu grevé de saisies et/ou cessions ne permet pas de couvrir les charges courantes du débiteur et de sa communauté domestique.

Par ailleurs, si l'employeur décide d'opérer des saisies sur un compte à part, il devra procéder de la même sorte pour un créancier éventuellement écarté du plan de redressement (pour non remise de déclaration de créance p.ex.) ce qui peut rendre l'élaboration d'un plan de remboursement impossible pour manque de disponible.

La décision d'admissibilité se faisant devant le juge de paix, tel que le suggère Inter-Actions, permettrait de répondre à l'interprétation divergente de la suspension des voies d'exécution, dans la mesure où un jugement informerait clairement chaque employeur de ce qu'il advient des montants grevés sur les revenus saisissables.

#### **4. Portée juridique du plan de redressement conventionnel**

« Le plan définit les modalités de son exécution et les obligations réciproques des parties concernées. »

(...)

« Si le plan de redressement proposé est accepté, il est daté et signé par **toutes** les parties intéressées et par le président de la commission. » (art. 5)

« Le plan définit les modalités de son exécution et les obligations réciproques des parties concernées. »

(...)

« Si le plan de redressement est accepté, il est daté et signé par le débiteur et par le président de la commission. » (art 8)

→ Plan de redressement conventionnel à signer par les parties intéressées (débiteur **et** créanciers)

Dans la pratique actuelle c'est le texte retenu dans le projet de loi 6021 qui est d'ores et déjà appliqué, en effet le plan de redressement conventionnel est uniquement signé par le débiteur et le président de la commission.

Pour des raisons de transparence, d'équité vis-à-vis des créanciers, et surtout afin de donner une portée juridique à ce plan de redressement, il est primordial que ce dernier soit signé par le débiteur **ET** les créanciers qui s'engagent par là à respecter leurs obligations réciproques. Ceci est d'autant plus important dans la mesure où certains créanciers pourront se voir imposer un plan de remboursement (cf art 8 (2))

## **5. Accès à la phase de la procédure de redressement personnel**

« Lorsque le débiteur (...) se trouve dans une situation irrémédiablement compromise, il peut solliciter l'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel (...) »

« La procédure de rétablissement personnel est subsidiaire p. r. aux deux autres phases de la procédure de RCD » (art 21)

→ Englober la phase III (rétablissement personnel) dans la phase II (redressement judiciaire)

Il y aurait lieu de définir le critère d'une situation irrémédiablement compromise sur le plan patrimonial plutôt que procédural. Une définition sur le plan patrimonial permettrait d'ores et déjà à la Commission de pouvoir constater que la situation est irrémédiablement compromise, notamment après avoir proposé un moratoire, et alors consentir au débiteur de faire sa requête pour entrer en procédure de rétablissement personnel.

De plus, les possibilités dont dispose le juge de paix en phase de redressement judiciaire (phase II) peuvent également être appliquées par le juge en phase III (plan probatoire de max 5 ans avant le rétablissement personnel ; si la liquidation peut être évitée alors un plan de redressement sur max 7 ans), ce qui permet alors de fusionner les phase II et III et apporter ainsi un important gain de temps pour toutes les parties concernées.

A côté des quelques points qu'Inter-Actions accueille favorablement, introduction du redressement personnel, plan de redressement conventionnel limité à 7 ans maximum, prise en compte des débiteurs propriétaires, nous retenons néanmoins une lourdeur générale n'encourageant pas le débiteur, initiateur de la procédure de règlement collectif de dettes, à entamer ces démarches pour s'en sortir.